la valeur de tels calculs, et voici ce que je disais alors : "Ces messieurs " qui font tant de bruit iei au sujet de la dépense ne sont pas si scrapaleux "lorsqu'il s'agit du gouvernement d'Ottawa qui est entre les main de " leurs amis. En adoptant la méthode qu'ils appliquent à Québec, c'est-à-lire " la répartition de la dette par tête de la population, qu'avons-nous à "Ottawa ? le voici : la dette fédérale est de \$287.712.062. Ce chiffre, ré-" parte sur une population probable de 5,000,000 d'âmes, représente \$57.54 " par tête. Que l'on fasse la même répartition de la dette nette qui est de " \$237,530,041, en obtient \$47.51 par tête. Répartissons cette proportion " sur une famille de douze membres, comme l'ont fait nos amis de la gauche, " lorsqu'il s'est agi de Québec, nous arrivons dans le premier cas à \$690.48 " pour chaque famille de douze, et dans le second cas, à \$5.50.1.. Cepen "dant e s messieurs ne trouvent pas que c'est trop. Le gonsernement fédé-" ral excède ses dépenses tons les ans et cependant nos adversaires, qui se " montrent si alarmés lorsqu'il s'agit des sommes que nous employons pour " de grandes entreprises publiques, n'ont que des louanges pour le gouverne-" ment d'Ottawa qui ajoute tous les ans des millions à a dette. Dans le but " de présenter l'emprunt sons le jour le plus défavorable, on a recours à une

10. Soit

à 1881

valeur

e chilfre

en nous

an 1590,

urale et

e trouve

eximiti-Québec. nds, l'in

g, valeur

our cent. de dette

7, qui se

iparées à

ll centè-

ivalent à .100,000

est celui

op lourde nelle que

e préten-

ières. En ı fondées

jue notre

foncière

aura pro-

ice, pour-

un taux

alors, si

mboursede. Nos

e en pré-

propriété

ursement

situation vice des

de l p. c.

ces dix soit peu

résentant foncière

, en d'au-

173 de 1% it lorsque

ilement à

iotre em-

1,359,627

emprunt

es calculs reproduits

le temps,

" répartition computée au point de vue de la population. " Je prétends que ces calculs ne représentent pas la vraie situation. " Ces "emprunts," disent nos adversaires, "vont imposer une obligation de \$7.36 "sur chaque membre d'une famille." Mais ils se gardent de mentionner que " cette obligation ne saurait exister que dans le cas où l'on serait appelé à en " rembourser de suite le capital ; alors il ne serait pas nécessaire de contrac-"ter un emprunt puisque, par une telle répartition, la dette de dix millions " se trouverait pavée du coup. Mais examinons sérieusement la nature de "l'opération que nous allons faire. Nous empruntons, disons, dix millions " remboursables en 65 ans, tout ee que nous sommes appelés à payer pen-" dant ces 65 ans est un intérêt de \$400,000 par année. Ces dix millions re-"présentent au point de vue de la propriété foncière, \$2.90 pour cent, de " sorte qu'au lieu d'avoir recours a un emprunt, si l'on faisait une répartition 6 de \$2.90 p. c. sur la propriété foncière, cela représenterait la somme de 10 " millions, et un emprunt ne serait pas nécessaire. Donc, en ayant recours à " un emprunt de 10 millions, en 65 ans, tout ce que nous sommes obligés de " payer, c'est un intérêt de \$400,000 par année; or \$400,000, réparties sur " la population, représentent une obligation de \$3 25 par tête, ou bien 11 " centièmes de 1 p. c. sur la propriété foncière. Résultat bien différent de "celui que voudraient faire entendre nos adversaires dont les calculs nous " porteraient à croire que c'est \$7.36 par année, par tête. La véritable ma "nière d'envisager la situation est celle-ci : c'est tout au plus une obligation "remboursable en 65 ans pour les travaux qui vont ajouter une valeur "énorme à notre propriété foncière et attirer des millions qui seront fournis " par des capitalistes européens et appliqués à la construction de nos propres " voies ferrées. Ainsi donc, même en se servant du chiffre de \$7.36 par tête, " à l'échéance, dans 65 années, ce ne serait plus une population de 1,359,027 " sur aquelle il faudrait opérer, mais bien une population deux ou trois fois " plus nombreuse avec une propriété foncière qui arrait plus que quintuplé " en valeur. De sorte que, à cette époque, au lieu de \$7.36 par tête que " nous aurions à payer pour le remboursement de cet emprant, ce ne serait " plus que \$2.50 par tête, ou pent-être moins, soit environ 58 centièmes de "I ojo sur la valeur de la propriété foncière. Ainsi donc, avec un " percentage de 58 centièmes de 1 0,0, ce percentage suffirait à payer " notre emprunt de 10 millions. Ces calculs ne sont applicables qu'au cas où